

16 Organisations demandent la ré-association de la Suisse à Erasmus+

Depuis 2014, les jeunes en Suisse n'ont plus accès aux opportunités variées que promeut le programme de mobilité européen, Erasmus+. Des organisations européennes de jeunesse et d'éducation s'engagent dans une solidarité transnationale pour une réassociation de la Suisse à Erasmus+. La solution sparadrap du Conseil Fédéral témoigne d'un manque de vision déplorable, court-termiste et insuffisant.

Nous sommes ravi·es de vous annoncer qu'au cours des derniers mois, plusieurs organisations européennes, allant d'organisations à but non lucratif aux associations d'étudiant·es aux forums de jeunes, nous ont rejoints dans nos appels à la ré-association de la Suisse à Erasmus+. Ces 16 organisations comprennent la Fédération européenne pour l'apprentissage interculturel (EFIL), Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), Fondation européenne de l'université (FEU), Forum européen de la jeunesse (FEJ), Global Student Forum (GSF), Erasmus Student Network (ESN) International, Union européenne des étudiants (ESU), syndicats d'étudiants d'Italie (UDU), l'Autriche (ÖH), du Luxembourg (UNEL), de l'Allemagne (fzs), de l'Union des étudiants francophones de Belgique (FEF), d'AFS international, de YFU international, de l'Organising Bureau of European School Student Unions (OBESSU), de la Fédération internationale des mouvements catholiques de jeunesse paroissiale (FIMCAP) et de l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS).

Les déclarations publiées par ces organisations soulignent l'importance du programme Erasmus+ pour faciliter les échanges interculturels, le partage des connaissances, la promotion des valeurs démocratiques et européennes, la responsabilisation et le leadership des jeunes, et l'encouragement à la citoyenneté active. Cependant, la non-participation de la Suisse au programme pose plusieurs problèmes aux jeunes Suisses et Européens, rendant le processus de mobilité moins inclusif et moins fluide. L'absence de la Suisse dans le programme Erasmus+ empêche de nombreux et nombreuses jeunes de participer à des programmes d'échange à destination ou en provenance de la Suisse. Comme le montre une statistique comparant les réalités suisses et autrichiennes, l'Autriche a environ 11 fois plus de projets de coopération dans le cadre d'Erasmus+.

Les prises de position visent à la fois les décideurs politiques de l'UE et de la Suisse, en demandant à la Commission européenne d'associer pleinement les pays non membres de l'UE qui souhaitent participer au programme Erasmus+ ; au gouvernement suisse et à l'UE de relancer leurs négociations sur Erasmus+, en demandant en outre que le programme ne soit pas utilisé comme un outil politique et que les questions institutionnelles et économiques soient traitées séparément de celui-ci.

Le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ), ESN Suisse, Intermundo et l'UNES sont reconnaissants du soutien qu'ils ont reçu de leurs homologues européens. Cette solidarité démontre que l'association de la Suisse à Erasmus+ n'est pas seulement une affaire suisse, mais une préoccupation collective au niveau européen. En outre, elle met en évidence l'étroite collaboration entre les organisations d'étudiant·e·s et de jeunes en Europe et en Suisse autour des questions d'éducation, amplifiant ainsi l'importance d'un cadre de mobilité plus efficace que la solution suisse. Enfin, il lance un appel à la Suisse et à l'UE pour qu'elles écoutent et prennent en compte les préoccupations des organisations de jeunesse et de la société civile, en particulier dans des domaines tels que l'éducation, qui affectent principalement les jeunes.

Contact:

- Nadège Widmer, membre du Comité exécutif (f/d/e), nadege.widmer@vss-unes.ch,
+41 79 290 68 51
- Luzian Franzini, Co-General Sekretariat (d/f/e), luzian.franzini@vss-unes.ch,
+41 79 781 77 36